

*Questions orales*

**Des voix:** Bravo!

## L'APPROVISIONNEMENT D'URGENCE EN EAU—ON DEMANDE L'ENGAGEMENT FÉDÉRAL

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, le ministre parle des gouvernements provinciaux. Or ces derniers ont déjà promis de consacrer 28,5 millions de dollars à l'approvisionnement d'urgence en eau. Le ministre est-il prêt cet après-midi à promettre à la Chambre qu'il va dépenser un montant de 28,5 millions analogue à celui visant l'approvisionnement d'urgence en eau, pour les troupes de ces deux provinces? Est-il prêt à le faire?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, on a répondu à même le budget de l'ARAP à toutes les demandes que les gouvernements provinciaux nous ont faites jusqu'à présent. Je ne sais pas pourquoi le député s'emballe autant, car lorsque je me suis entretenu avec les gens de l'Ouest, il leur a suffi de voir nos réalisations par rapport aux vôtres qui n'offrent absolument aucune satisfaction ni aucun réconfort. Quand ils voient nos réalisations, ils savent très bien que nous étions à leurs côtés en 1984 et en 1985 et que nous y serons encore demain.

**Des voix:** Bravo!

**M. Foster:** Vous ne faites rien et vous le savez.

\* \* \*

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

## L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA COMPÉTENCE DES PROVINCES

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre du Commerce extérieur. J'ai une liste de questions et de réponses sur le libre-échange qui a été remise à tous les députés conservateurs.

● (1440)

Dans la première question, on demande pourquoi le gouvernement fédéral a pris la décision d'empiéter sur les domaines de compétence des gouvernements provinciaux avec son projet de loi sur l'accord de libre-échange?

**Des voix:** Lisez la réponse!

**M. Langdon:** Voici la réponse, puisque vous la voulez. L'article 103 de l'accord oblige les gouvernements américain et canadien à prendre ces mesures et à les imposer aux États, aux provinces et aux municipalités.

Étant donné que ces questions indiquent clairement que le parti et le gouvernement conservateurs ont décidé de prendre ces mesures qui empiètent sur les pouvoirs des gouvernements

provinciaux, pourquoi le ministre ne l'admet-il pas franchement à la Chambre?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, à en juger d'après ce qu'il dit, le député a certaines questions que l'opposition pourrait poser et les réponses proposées mais pour rédiger ce genre de questions l'auteur doit adopter le même état d'esprit que l'opposition.

**M. Broadbent:** Et la réponse?

**M. Crosbie:** Il sait qu'il doit penser à une réponse déformée, fausse, malicieuse, tortueuse . . .

**M. Broadbent:** Répondez à la question.

**M. Crosbie:** Il pose la question et demande pourquoi c'est un empiètement sur les prérogatives des autres car c'est le genre de question que pose continuellement le député d'en face. Je félicite donc le rédacteur. Il a lui-même exactement le même état d'esprit que le député d'en face et sa paranoïa se manifeste tous les jours de la semaine ici.

**M. Broadbent:** Et la réponse?

**M. Langdon:** Monsieur le Président, la réponse excessive et peu pertinente du ministre montre qu'il n'est pas dans le coup.

**Des voix:** Règlement!

**M. le Président:** Je signale que si l'on veut permettre à un grand nombre de députés de parler, il va falloir laisser tomber les joutes oratoires des deux côtés. Le député d'Essex—Windsor peut poser sa question.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, je propose que le ministre commence . . .

**Des voix:** Asseyez-vous!

[Français]

## LES POUVOIRS DES PROVINCES—LA POSITION DU MINISTRE

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Je voudrais poser la question au ministre en vue de la réponse qui est donnée dans ses notes conservatrices. C'est une réponse qui indique que l'Accord oblige les gouvernements américain et canadien à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'entrée en vigueur des dispositions de l'Accord.

En vue de sa réponse, pourquoi le ministre n'est-il pas préparé à dire à la Chambre que nous avons la vérité et que le gouvernement a décidé d'empêcher les pouvoirs provinciaux dans tout le pays?

**M. le Président:** A l'ordre! Je note que la question est pres- que la même que celle qui a été posée en anglais.

Le souci du Président est très simple. C'est une pratique qui est très inusitée pour cette Chambre, et je veux que chaque député se garde, avec un certain soin, de répéter une question en anglais ou en français. C'est une pratique qui est inusitée pour cette Chambre.